

La crise au Yémen: Houthis et population locale

Le 21 septembre 2014, les Houthis, un mouvement politico-militaire chiite d'Ansar Allah s'emparent de Sanaa, la capitale yéménite. Le président alors au pouvoir, est contraint de fuir la capitale pour se réfugier en Arabie saoudite. Cet événement marque un point de rupture majeur dans l'histoire politique du Yémen et constitue l'épicentre d'une crise multidimensionnelle dont les répercussions continuent de s'étendre encore aujourd'hui.

Le mouvement trouve ses racines dans la région de Saada située au Nord Ouest du Yémen, berceau de la communauté zaidite, une branche chiite de l'islam constituant 30% de la population du pays.

Si le mouvement, né en 1990, avec à sa tête Hussein Al Badreddine Al-Houthi, conteste la marginalisation économique et politique du Nord du Yémen par le pouvoir central, il se radicalise au tournant des années 2000, en développant une rhétorique anti-occidentale et anti-saoudienne. Ensuite, entre 2004 et 2010, des cycles de guerres successives avec le gouvernement central sont observés avant que les Houthis ne s'emparent définitivement du pouvoir en 2014. En 2015, le pouvoir Houthi se consolide davantage dans les territoires contrôlés avec la dissolution du Parlement et la mise en place d'un Comité révolutionnaire suprême. Et, si certaines franges de la population du nord ont initialement soutenu leur discours anti-corruption, l'aggravation des conditions de vie et le durcissement autoritaire ont progressivement érodé cette base sociale.

Aujourd'hui, les Houthis exercent un contrôle sur 70% de la population yéménite et gouvernent les provinces du Nord-Ouest du pays, avec le soutien logistique et militaire de Téhéran qui renforce leur capacité à se maintenir au pouvoir, mais contribue également à transformer le conflit yéménite en un théâtre d'affrontement régional. Cette dimension géopolitique tend à marginaliser encore davantage les revendications sociales locales, reléguant les préoccupations de la population au second plan face aux logiques stratégiques.

Pour la population yéménite vivant sous le joug des Houthis, les conséquences sont directes. L'espace public est bordé de portraits des dirigeants et de slogans Houthis, tels que "Dieu est grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, malédiction sur les Juifs, victoire à l'Islam". La liberté d'expression est restreinte avec une politique de surveillance interne des mosquées, où toute parole jugée déviante expose son auteur à des poursuites. Les médias indépendants ont été supprimés et les manuels scolaires réécrits dans lesquels le jihad est décrit comme étant un impératif identitaire.

En effet, la jeunesse yéménite est perçue comme une véritable force brute par le régime, se traduisant en 2017 par l'installation de camps d'été militarisés. Officiellement présentés

comme des programmes éducatifs et religieux, ces camps constituent en réalité un outil central d'endoctrinement et de recrutement. Les jeunes hommes y sont majoritairement menés de force, souvent sous la menace, où les Houthis privent les familles de toute aide humanitaire interceptée ou s'accompagnent de sanctions économiques. La *zakat* (une aumône) devient alors instrumentalisée avec un montant accru à verser concernant les familles qui refusent d'envoyer leurs fils dans ces camps. L'objectif affiché est sans ambiguïté : forger ce que le gouvernement nomme lui-même la "génération du cri", une génération conquise par l'idéologie Houthis. La guerre commence par les esprits, et plus particulièrement, ceux des enfants pour garantir une continuité à l'idéologie qui est alors prônée.

De plus, les femmes constituent l'un des indicateurs les plus révélateurs du changement social brutal opéré par les Houthis. Dans les territoires contrôlés, les femmes font face à un ensemble de restrictions qui les exclut progressivement de l'espace public ainsi que de la vie professionnelle, illustrées par l'interdiction de circuler librement dans les rues après 18h, même pour urgence médicale. Une police des mœurs féminine, la *Zainabiyat* est aujourd'hui chargée de faire respecter les règles de "vertu" imposées par le régime.

Au-delà de la répression politique, les Houthis creusent aussi un fossé économique avec la population. Depuis 2015, le Yémen s'enfonce dans l'une des pires crises économiques de son histoire. Le PIB par habitant a chuté de 58 % depuis leur arrivée au pouvoir, et plus de 1,2 million de fonctionnaires n'ont plus perçu leur salaire depuis plus de deux ans, conséquence directe de la politique de guerre économique imposée par les Houthis.

L'explosion des prix alimentaires, l'effondrement de la monnaie et la fragmentation de l'économie ont des répercussions dramatiques sur les Yéménites, plongeant des millions de personnes dans une précarité encore plus profonde.

Les inondations de 2024 ont aggravé la situation, dévastant des terres agricoles et rendant l'accès à la nourriture encore plus difficile. Ces catastrophes ont poussé de nombreuses familles à des extrémités dramatiques : vendre leurs terres, leur maison, ou marier leurs filles très jeunes. Aujourd'hui, plus de 17 millions de Yéménites souffrent de la faim et près de la moitié des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés.

Ensuite, la situation sanitaire est à déplorer, en particulier avec une épidémie de choléra répandue qui représente selon l'OMS 35% de la charge mondiale de cette maladie dans un contexte où 46% des établissements de santé sont hors-service. Le lien entre cette épidémie et les conditions sanitaires de base est direct. 15,2 millions de personnes dont la moitié sont des enfants n'ont pas accès à l'eau potable ni à des services d'hygiène.

Dans ce contexte, selon l'ONU, près de 19,5 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence d'ici 2025 pour survivre.

Face à cette situation, les organisations humanitaires internationales ont apporté leur aide, et les Houthis ont vite instrumentalisé celle-ci. Cela est illustré par un durcissement des conditions d'interventions imposées aux ONG par les Houthis, ce qui a pour conséquence de ralentir significativement les opérations. Les Houthis dénie en outre l'accès à certaines zones, privant les citoyens des aides qui leur sont destinées. Ceci est ainsi

devenu une arme indirecte du régime. Les denrées alimentaires et les soins sont alors utilisés pour les combattants Houthis et servent de levier de pression sur la population. Devant l'ampleur de la catastrophe, il est difficile pour la communauté internationale de fournir une réponse suffisante aux besoins. En effet, en mars 2025, l'administration américaine a supprimé 83 % des programmes de l'USAID (US Agency For International Development), ce qui a entraîné la perte du principal soutien financier du Yémen (de 768 millions de dollars en 2024) juste au moment où le plan d'action humanitaire de l'ONU n'était financé qu'à hauteur de 6,9 %. Cette désaffectation financière, combinée aux entraves constantes de la part des Houthis, entraîne des effets tangibles et immédiats : sur une période d'un an, le nombre d'organisations humanitaires œuvrant dans la province d'Al-Hodeïda a chuté de quinze à deux.

En conclusion, les Houthis apparaissent comme un pouvoir solidement installé sur le plan territorial, mais profondément contesté dans son rapport à la société. Leur capacité à contrôler les institutions, à mobiliser des ressources et à résister aux pressions extérieures ne doit pas masquer une réalité plus fragile : celle d'un pouvoir qui gouverne une population appauvrie, dépendante de l'aide humanitaire et soumise à un encadrement politique et social croissant.

Cette réalité ne peut être dissociée du contexte géopolitique dans lequel elle s'inscrit. En tant que mandataire de l'Iran, les Houthis participent d'une logique de proxy war qui dépasse largement les frontières yéménites. Les tensions croissantes autour du régime iranien, fragilisé par les frappes israéliennes et américaines en février 2026 et le renforcement des sanctions internationales depuis 2024, impactent mécaniquement les capacités des Houthis sans affaiblir la domination que ceux-là exercent sur la population des territoires sous leur contrôle.

La situation au Yémen illustre ainsi comment une population peut se retrouver prise en étau entre un régime qui la délaisse au profit de conflits et une communauté internationale dont la réponse demeure largement insuffisante au regard de l'ampleur de la crise.

SOURCES / BIBLIOGRAPHIE

- [://www.unicef.org/yemen/reports/ipc-acute-malnutrition-analysis](https://www.unicef.org/yemen/reports/ipc-acute-malnutrition-analysis)
- <https://www.unocha.org/publications/report/yemen/yemen-humanitarian-needs-and-response-plan-2025-january-2025-enar>
- <https://www.unocha.org/yemen>
- <https://www.cairn.info>
- <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/yemen>
- <https://www.hrw.org/fr/news/2026/01/08/yemen-les-arrestations-par-les-houthis-bloquent-l-aide-humanitaire-sur-fond-de-crise>
- PNUD, Rapport sur les coûts humains du conflit au Yémen, New York, 2021.
- Human Rights Watch, « Yémen : les Houthis font obstacle à l'aide humanitaire », juillet 2024.
- Amnesty International, "Yémen : persécution des bahais et des défenseurs des droits humains", 2023-2024.